

STRATÉGIE DU FONDS MONDIAL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES



Investissons dans notre avenir

Le Fonds mondial

De lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme



TABLE DES MATIÈRES

4	Sommaire
5	Première partie : Exposé des motifs
6	Deuxième partie : Le Fonds mondial et l'égalité des genres
8	Troisième partie : Domaines d'intervention
14	Quatrième partie : Mise en œuvre et étapes suivantes
17	Annexe 1 : Définitions utiles
19	Annexe 2 : Propositions de mesures à prendre en matière d'égalité des genres
20	Annexe 3 : Perspectives d'engagement de la part des partenaires
21	Liste d'abréviations

STRATÉGIE DU FONDS MONDIAL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Stratégie du Fonds mondial visant à garantir l'égalité des genres dans le cadre de la réaction au VIH/sida, à la tuberculose et au paludisme

SOMMAIRE

1. Les inégalités de genre sont d'importants vecteurs des épidémies de VIH/sida, de tuberculose et de paludisme. Il convient d'accorder la plus grande attention à la façon dont ces inégalités entretiennent la propagation de la maladie et affectent la capacité des femmes et des jeunes filles, mais aussi des hommes et des garçons, à accéder équitablement aux services de soins et aux autres services. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'engage à garantir que ses subventions encouragent un accès égal et équitable à la prévention, aux traitements, aux soins et au soutien pour toutes les personnes qui en ont besoin.
2. Le Fonds mondial est une institution de financement et ne fournit donc ni recommandations ni assistance technique ; ce n'est pas un organisme de mise en œuvre. Sa force réside dans sa capacité à canaliser et à appuyer les efforts déployés par les pays pour tenir compte de la dimension de genre pour les trois épidémies dans leurs propositions et dans la mise en œuvre des programmes qui en découlent, tout en reconnaissant la nécessité d'un réseau de partenaires suffisamment vaste pour soutenir les pays sur cette question.
3. La Stratégie en matière d'égalité des genres¹ examine la façon dont le Fonds mondial peut encourager une tendance positive à financer des programmes et des activités qui prennent en considération les inégalités de genre et renforcent les réponses adaptées aux problèmes touchant les femmes et les jeunes filles. Nombreuses sont les sociétés où les femmes ne bénéficient pas des mêmes droits, des mêmes perspectives, ni du même accès aux services que les hommes. Cette stratégie s'intéresse en premier lieu aux femmes et aux jeunes filles, car ce sont leurs besoins qui sont le plus souvent laissés pour compte. Toutefois, les personnes les plus vulnérables dans une société peuvent également être les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, les transsexuels, les bisexuels et les lesbiennes², des groupes ne bénéficiant pas de l'attention et de l'intérêt auxquels ils peuvent à juste titre prétendre. Reconnaisant la dimension de genre dans les questions relatives à ces populations à risque, le Fonds mondial élabore une stratégie distincte mais complémentaire, axée sur leurs besoins spécifiques.
4. La Stratégie en matière d'égalité des genres met en lumière les domaines qui nécessitent une attention particulière et détaille les orientations stratégiques qui seront adoptées par le Fonds mondial dans sa mission et son architecture organisationnelle afin de garantir l'équité de la riposte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Un plan d'action détaillé, basé sur cette stratégie, sera prochainement publié et mis en œuvre.





PREMIÈRE PARTIE : EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Au niveau international, les normes reconnaissant l'égalité des genres³ sont énoncées dans plusieurs déclarations et plans d'action. Dans la majorité des pays pouvant prétendre aux financements du Fonds mondial, les gouvernements se sont engagés à respecter l'égalité des genres et à garantir l'autonomisation des femmes par l'adoption de nombreux instruments relatifs aux droits de l'homme, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

2. Du fait de leurs différences biologiques et sociales, les femmes et les jeunes filles d'une part et les hommes et les garçons d'autre part sont exposés à des risques sanitaires différents. Du reste, ils n'abordent pas la recherche de soins et ne suivent pas les traitements de la même manière. Bien souvent, les femmes et les hommes reçoivent des réponses différentes de la part des systèmes de santé, ce qui donne des résultats sanitaires insuffisants. Étant donné que les différences entre les genres déterminent en partie qui sera infecté et touché par les trois épidémies – ce qui est tout particulièrement vrai pour le VIH/sida, comme cela a été bien démontré, mais aussi dans une certaine mesure, pour la tuberculose et le paludisme –, les interventions doivent prendre ces différences en considération, car de cela dépendra leur réussite ou leur échec. Il est donc important que le Fonds mondial adresse un message dénué de toute ambiguïté aux pays : on attend d'eux, dans leurs propositions au Fonds mondial, qu'ils apportent la preuve de leur compréhension de ces questions et qu'ils tiennent compte de cette différence de risque pour la santé.

VIH/SIDA

3. Les inégalités de genre alimentent l'épidémie de VIH et en aggravent l'impact. En Afrique subsaharienne, les trois quarts des personnes vivant avec le VIH âgées de 15 à 24 ans sont des femmes. C'est sur elles et sur les jeunes filles que repose une part disproportionnée du poids des soins qu'elles prodiguent aux membres malades de leurs familles et aux enfants que le sida a rendus orphelins. La plupart des programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant ne font que prévenir l'infection des nouveau-nés et n'agissent guère en faveur de la mère séropositive⁵. Certaines normes sociales affligeantes en matière de genre, comme celles qui renforcent la soumission de la femme ou justifient les relations sexuelles intergénérationnelles, la multiplicité des partenaires et la violence basée sur le genre, comptent parmi les principaux vecteurs de l'épidémie de VIH/sida. Les discriminations économique, éducative, juridique et politique dont sont victimes les femmes et les jeunes filles ne font qu'accroître leur vulnérabilité.

4. Les normes liées à la masculinité exposent également les hommes au risque de contracter le VIH et entravent leur accès aux soins. L'homophobie, qui se traduit par la stigmatisation des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, mais aussi des personnes bisexuelles et transsexuelles, rend ces populations plus enclines à dissimuler leur comportement sexuel et, par conséquent, augmente leur risque d'infection. L'homophobie a également une incidence sur l'accès aux services liés au VIH et aggrave le risque pour les femmes dont les partenaires sont des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. La réduction des inégalités de genre et la lutte contre la discrimination économique, juridique et politique à laquelle sont confrontées les femmes et les jeunes filles doivent s'inscrire dans un programme global⁶.

TUBERCULOSE

5. Dans le monde, les hommes représentent les deux tiers des cas de tuberculose déclarés. Toutefois, en raison des co-infections du VIH et de la tuberculose en Afrique subsaharienne et d'une prévalence plus forte du VIH chez les femmes que chez les hommes dans cette région, le nombre de cas de tuberculose déclarés ces derniers temps a été plus élevé pour les femmes (notamment celles âgées de 15 à 24 ans), à tel point que celles-ci représentent désormais la majorité des cas déclarés dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne⁷. Cette évolution met en évidence le besoin de cibler tant les hommes que les femmes dans les ripostes contre la tuberculose.

PALUDISME

6. Bien que le paludisme touche aussi bien les hommes que les femmes, il n'en va généralement pas de même pour la vulnérabilité à la maladie et l'accès aux traitements, qui subissent l'influence des rôles dévolus à chacun et des questions de genre. Les femmes, notamment les femmes enceintes, sont les plus susceptibles de contracter le paludisme et d'en mourir, que la maladie soit fortement endémique dans la zone concernée ou non⁸. Du fait du caractère inéquitable de l'accès aux soins de santé, les femmes sont plus vulnérables au paludisme et peuvent moins facilement accéder aux services de prévention et de traitement adéquats⁹. En outre, les normes sociales liées au genre supposent que dans la plupart des cas, les femmes supportent la surcharge des soins dispensés aux membres malades de leur famille. L'activité professionnelle exercée est également un facteur de risque pour les hommes (par exemple, dans le cas de travail dans les mines d'or ou de travail de nuit) et les programmes de lutte contre le paludisme se doivent aussi de répondre à leurs besoins spécifiques.

DEUXIÈME PARTIE : LE FONDS MONDIAL ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

1. Le *Document-cadre du Fonds mondial* précise que ce dernier soutiendra les propositions comprenant des « interventions de santé publique qui prennent en considération les inégalités sociales et de genre, mais aussi les comportements qui favorisent la progression de ces trois maladies »¹⁰.

2. Trois grands domaines, soutenus par le Fonds mondial, peuvent servir à élaborer une réponse adaptée intégrant les questions de genre :



LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ

3. S'ils sont correctement conçus et mis en œuvre, les systèmes nationaux d'information sur la gestion de la santé peuvent fournir des informations essentielles sur l'évaluation des inégalités de genre, renseigner sur les programmes liés au genre et permettre d'en évaluer les résultats par rapport aux disparités de genre. Les systèmes d'information doivent être renforcés pour collecter le type de données nécessaires à l'analyse des principaux aspects de l'épidémie ayant trait au genre et établir des rapports à ce sujet. Cela permettra de cibler les interventions pour diminuer les lacunes liées au genre.

LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES COMMUNAUTAIRES

4. Le soutien des personnes infectées et touchées par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme et de leurs familles intervient souvent au niveau communautaire. Ce sont les organisations communautaires (dont beaucoup s'appuient avant tout sur des femmes) qui sont les plus susceptibles d'atteindre les populations et de soutenir la démarche DOTS (qui est la pierre angulaire de la stratégie Halte à la tuberculose), de s'occuper des proches malades du paludisme, de fournir des soins à domicile et de s'occuper des enfants que le sida a rendus orphelins. Le Fonds mondial encourage vivement les demandes de financement visant à renforcer les ripostes communautaires et, si elles sont conçues de façon à aborder les inégalités de genre, ces activités contribueront à alléger la charge supportée par les soignants non professionnels et les prestataires de services au plus bas niveau de la pyramide (en octroyant par exemple une compensation financière aux soignants non professionnels).

LE FINANCEMENT À DEUX VOIES

5. La société civile et les organisations sanitaires communautaires sont de puissants vecteurs permettant d'aborder les inégalités de genre en matière de politique, de sensibilisation, de gestion et de fourniture de services de soins de santé. En fait, de nombreuses interventions de prévention et de soins sont menées par des organisations de la société civile. Le mécanisme de financement à deux voies du Fonds mondial offre une possibilité de financer des organisations de la société civile dont les activités viennent renforcer et compléter les efforts existants.

6. Comme indiqué précédemment, les égalités de genre influent considérablement sur le développement des pandémies de VIH/sida, de tuberculose et de paludisme. Le Fonds mondial s'engage à prendre cette question en considération dans les programmes qu'il soutient, puisqu'il cherche à étendre ses investissements vers des programmes axés sur les femmes et les jeunes filles, ainsi que vers les personnes les plus exposées à ces trois maladies.

7. Le Fonds mondial va mettre en avant et financer les propositions qui :

- intensifient les services et interventions réduisant les risques et la vulnérabilité à l'infection liés au genre ;
- réduisent la charge de morbidité pour les personnes les plus exposées ;
- atténuent l'impact des trois maladies et
- prennent en considération les inégalités et les discriminations structurelles.

8. L'annexe 2 ci-après donne des exemples concrets de programmes que le Fonds mondial va promouvoir et financer.

9. Pour ce faire, le Fonds mondial s'intéressera aux quatre domaines d'intervention suivants :

I. Garantir que les politiques, les procédures et les structures du Fonds mondial (instances de coordination nationales et Comité technique d'examen des propositions inclus) soutiennent efficacement les programmes qui prennent en considération les inégalités de genre.

II. Établir et renforcer des partenariats

soutenant de façon efficace l'élaboration et la mise en œuvre de programmes qui traitent les inégalités de genre et rendent les femmes et les jeunes filles moins vulnérables, qui prévoient une assistance technique de qualité et qui renforcent les capacités des groupes ne participant pas actuellement aux processus du Fonds mondial alors qu'ils le devraient.

III. Élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation énergétique visant à promouvoir la Stratégie en matière d'égalité des genres et à encourager les programmes destinés aux femmes, aux jeunes filles, aux hommes et aux jeunes garçons.

IV. Assumer un rôle de chef de file, tant sur le plan interne que vers l'extérieur, en soutenant, en approfondissant et en diffusant la Stratégie en matière d'égalité des genres.



TROISIÈME PARTIE : DOMAINES D'INTERVENTION

1. Cette rubrique reprend les domaines spécifiques, dans le modèle du Fonds mondial et pour les quatre grands domaines d'intervention énumérés ci-dessus, qui donneront la possibilité de concrétiser la Stratégie en matière d'égalité des genres.

3.1 Garantir que les politiques, les procédures et les structures du Fonds mondial soutiennent efficacement les programmes qui prennent en considération les inégalités de genre.

L'INSTANCE DE COORDINATION NATIONALE

2. Responsable de l'élaboration et de la présentation de nouvelles demandes de financement, l'Instance de coordination nationale joue un rôle-clé en garantissant que les propositions nationales tiennent compte de l'égalité des genres. Les directives relatives aux instances de coordination nationale¹¹ mentionnent la nécessité de programmes adaptées aux femmes et aux jeunes filles et encouragent l'intégration des groupes de femmes et des réseaux de la société civile parmi les membres des instances de coordination nationale, mais il faut aller plus loin.

3. Les instances de coordination nationale disposent d'une marge de manœuvre importante pour intégrer et promouvoir l'égalité des genres par leur action. Les exigences énoncées dans les directives relatives aux propositions publiées pour chaque série constituent d'importants vecteurs de changement au niveau national, les instances de coordination nationale ayant l'obligation de s'y conformer pour percevoir les financements. Les directives les concernant seront renforcées de façon à fournir des recommandations plus claires sur la façon dont les questions de genre doivent être prises en considération dans leurs activités et toute élaboration de programme devrait s'appuyer sur une analyse fondée sur le genre. Les instances de coordination nationale devront déclarer leur capacité en matière de genre au cours du processus de candidature (sur le modèle de la déclaration de conflits d'intérêts) et recevront éventuellement une allocation de soutien au renforcement de leur capacité dans ce domaine.

4. Pour changer les stratégies en matière de programme, piloter l'élaboration de propositions appropriées et fournir une assistance technique à la mise en œuvre, les instances de coordination nationales doivent avoir accès à une expertise de qualité sur les questions de genre¹². Les partenaires nationaux peuvent jouer un rôle important dans ce domaine et se doivent d'être actifs en matière de formation, de renforcement





des capacités et de soutien pour encourager l'intégration des programmes liés au genre dans tous les secteurs.

5. Les outils fournis par le Fonds mondial comprendront des mandats pour les experts sur les questions de genre et les autres membres des instances de coordination nationale. Ces dernières doivent s'efforcer d'appliquer un principe de parité entre hommes et femmes parmi leurs membres et leurs dirigeants.

PRÉSENTATION DE PROPOSITIONS

Garantir la qualité de l'élaboration des programmes

6. L'élaboration de programmes sur le sida, la tuberculose et le paludisme tenant compte des questions de genre doit s'appuyer sur les stratégies nationales relatives à la santé et aux maladies, qui peuvent alors constituer le socle des propositions au Fonds mondial. Ce dernier va promouvoir, avec les partenaires au niveau national, une analyse qui prenne en considération le genre dans le cadre de l'élaboration des stratégies nationales et de la préparation des propositions (voir l'annexe 3 : Perspectives d'engagement des partenaires).

7. Le Fonds mondial se penche également sur un nouveau processus de financement des demandes de subvention au titre de la stratégie nationale qui, en concertation avec les autres partenaires, définit un certain nombre de critères à prendre en considération pour valider la stratégie¹³. Une analyse au regard du genre et des interventions ciblant spécifiquement les groupes vulnérables (selon l'âge, le sexe et les comportements sexuels) doivent constituer des critères de validation de ces stratégies nationales.

8. Les partenaires nationaux doivent promouvoir les recherches opérationnelles nécessaires dans le domaine de l'accès aux services de soins pour des groupes spécifiques et en particulier à propos des comportements de recours aux soins. Cette recherche opérationnelle doit être intégrée à la demande de financement soumise au Fonds mondial, soit à travers de subventions spécifiques, soit par une demande de subvention au titre de la stratégie nationale.

Directives pour les propositions

9. Les Directives du Fonds mondial pour les propositions seront renforcées grâce à l'instauration obligatoire d'une analyse des questions de genre, basée sur des données ventilées par âge et par sexe et soutenue par les mesures décrites ci-dessus. Les pays qui ne sont pas encore en mesure de fournir une telle analyse doivent soumettre dans leurs propositions une demande de renforcement de leurs systèmes pour y parvenir.

COMITÉ TECHNIQUE D'EXAMEN DES PROPOSITIONS

10. Le Comité technique d'examen de propositions fonde son examen sur les qualités techniques des propositions conformément aux critères approuvés par le Conseil d'administration, qui reposent eux-mêmes sur des interventions reconnues, justifiées et ayant démontré leur efficacité contre les maladies.

11. L'actuel Comité technique d'examen des propositions analyse les propositions selon trois critères principaux :

- a. bien-fondé de la démarche ;
- b. faisabilité ; et
- c. potentiel de durabilité et d'impact.

12. Le Comité technique d'examen des propositions accorde la même importance à chaque critère et adopte lors de ses analyses une démarche exigeant du candidat qu'il connaisse l'épidémie ciblée. Les propositions ne fournissant pas la preuve d'une analyse complète des questions concernant le genre ne seront pas considérées comme des démarches bien fondées. Les propositions doivent comporter une analyse des questions de genre, une explication de la façon dont les groupes vulnérables seront atteints et de l'impact durable qu'auront les interventions sur les femmes et les jeunes filles¹⁴.

13. La compréhension et l'expérience des questions de genre liées aux trois maladies doivent être davantage prises en considération dans la sélection des membres du Comité technique d'examen des propositions. Des méthodologies vont être élaborées pour garantir le renforcement immédiat du Comité grâce à la participation d'experts des questions de genre.

SUIVI ET ÉVALUATION

14. Le Fonds mondial accorde une grande importance au lien entre les résultats par rapport aux objectifs convenus et la poursuite du financement et c'est le cadre de performance¹⁵ qui en permet le suivi et l'évaluation. Le Fonds mondial travaille en étroite collaboration avec les partenaires techniques, entre autres, pour garantir que le suivi et l'évaluation reposent sur des mesures concertées et solides sur le plan technique, mais également harmonisées avec celles d'autres donateurs et pays. La troisième version du Guide de suivi et d'évaluation¹⁶ qui aborde de façon systématique les questions d'inégalité de genre pour les trois maladies et contient des recommandations pour une analyse selon le genre a été publié en 2009.

15. Le Fonds mondial demandera aux pays qu'ils garantissent la mise à disposition de données ventilées par sexe et

par tranche d'âge¹⁷ pour permettre une analyse ordinaire des démarches liées à l'égalité des genres dans les services de soins. De nombreux pays collectent déjà ces données et ceux qui auront besoin de mettre en place des systèmes pour la ventilation de données par sexe et par âge seront invités à prévoir, dans leurs propositions, une demande de financement de ces efforts.

16. La démarche globale du Fonds mondial veillera à la plus grande cohérence possible entre ce qui est demandé lors de l'étape de la soumission de proposition, la demande de subvention au titre de la stratégie nationale, le processus de mise en œuvre et les décisions de financement basé sur les résultats.

17. Les futures évaluations menées par le Fonds mondial tiendront compte de l'égalité des genres comme un indicateur essentiel de la réussite. Une évaluation spécifique de cette stratégie sera planifiée et une mise à jour disponible en 2010.

3.2 Établir et renforcer des partenariats soutenant de façon efficace l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie en matière d'égalité des genres

18. Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de partenariat pour le Fonds mondial, un soin particulier sera apporté à la constitution d'un réseau axé sur les activités portant sur les inégalités de genre. De nombreuses intervenants mènent actuellement des activités de ce type : les institutions du système des Nations Unies, des organismes multilatéraux et bilatéraux, des fondations privées, le secteur privé, la société civile et les communautés affectées par les maladies. Le Fonds mondial peut jouer un rôle de catalyseur en fournissant les ressources permettant d'amplifier rapidement les activités concernées.

19. Les partenariats nationaux sont essentiels pour garantir cette action. Les ministères responsables des questions de genre et les départements chargés des programmes de santé sexuelle et génésique au sein des ministères doivent être inclus dans les processus de planification aux côtés des commissions nationales de lutte contre le sida et des ministères de la santé. La participation de partenaires internationaux (organisations multilatérales et bilatérales, fondations, secteur privé et organisations internationales, régionales ou nationales de la société civile) dans toutes les étapes de financement du Fonds mondial, de l'élaboration





des propositions à leur mise en œuvre, contribuera à faire en sorte que l'égalité des genres reçoive l'attention voulue (voir l'annexe 3 pour d'autres perspectives d'engagement des partenaires).

20. Pour qu'un programme de partenariat ambitieux réussisse, il doit reposer sur une solide collaboration et un engagement fort de la part du Secrétariat : les gestionnaires de portefeuille du Fonds mondial et les personnes qui travaillent directement avec les parties prenantes – l'Unité chargée des partenariats, les équipes chargées des agents locaux du fonds et des instances de coordination nationale, l'équipe chargée des propositions, le département de la stratégie, des résultats et de l'évaluation – jouent tous un rôle important. Le Conseiller principal pour les questions de genre au Fonds mondial sera responsable de la coordination de ces efforts pour garantir la cohésion de la démarche.

21. La collaboration sur ces questions nécessitera un engagement fort et une orientation de la part du Conseil d'administration du Fonds mondial, au sein duquel sont représentées toutes les parties prenantes.

3.3 Élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation énergique

22. Le Fonds mondial va jouer un important rôle de sensibilisation pour garantir la prise en considération de l'égalité dans la préparation et la mise en œuvre d'interventions liées au VIH, à la tuberculose et au paludisme. Dès lors qu'il sera possible, la stratégie de communication du Fonds mondial comprendra la diffusion d'informations sur les questions de genre dans les messages à caractère général sur l'action du Fonds mondial et un engagement en faveur de l'égalité des genres comme principale composante de la rubrique « Qui sommes-nous ? ». Pour ce faire, les directives internes sur la « gestion de l'image »¹⁸ constitueront un outil précieux visant à garantir la cohérence interne des messages sur cette question et servant de support de référence pour les membres du personnel chargés de la communication externe.

23. La direction du Fonds mondial (Président et Vice-président du Conseil d'administration et Directeur exécutif) jouera un rôle déterminant dans la communication de ces messages et la promotion de la Stratégie en matière d'égalité des genres.

3.4 Assumer un rôle de chef de file, tant sur le plan interne que vers l'extérieur, en soutenant, en approfondissant et en diffusant la Stratégie en matière d'égalité des genres

RÔLE ET CAPACITÉ DU SECRÉTARIAT

Capacité technique

24. Le Fonds mondial a renforcé sa capacité technique en recrutant un Conseiller de haut rang pour les questions de genre. Le recrutement d'un conseiller principal pour les questions liées aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, aux transsexuels, aux bisexuels et aux lesbiennes est également prévu. Il incombera au Conseiller pour les questions de genre d'élaborer un plan de mise en œuvre détaillé visant à accompagner la Stratégie en matière d'égalité des genres.

25. Un élément consacré au genre sera mis en place dans la banque de données des compétences disponibles au sein du Secrétariat de manière à pouvoir facilement identifier les membres du personnel spécialisés dans des domaines comme la santé sexuelle et génésique ou les violences à l'encontre des femmes, ou ayant une expérience des questions relatives aux bisexuels, aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, aux femmes ayant des rapports sexuels avec des hommes ou aux transsexuels¹⁹.

Culture du Secrétariat

26. L'égalité des genres, la sensibilité à ces questions et la non-discrimination à l'égard des autres différences, notamment de l'identité sexuelle, feront partie des valeurs et de la culture de l'organisation et deviendront l'une des principales composantes de l'environnement de travail du Secrétariat. L'égalité des genres sera intégrée à tous les aspects de la gestion des ressources humaines et de la culture du personnel.

27. Dans l'ensemble, au sein du Secrétariat, l'équilibre des genres est de 60 pour cent de femmes pour 40 pour cent d'hommes. Toutefois, au niveau des échelons de direction, ce rapport passe à 29 pour cent de femmes pour 71 pour cent d'hommes²⁰. Les valeurs de l'organisation seront clairement véhiculées si l'on garantit dans le personnel et la représentation publique du Fonds l'équilibre en matière de genres et la diversité, y compris pour les hommes ayant

des rapports sexuels avec des hommes, les transsexuels, les bisexuels et les lesbiennes.

28. La direction doit donner l'exemple et porter ces valeurs qui seront importantes lors de la mise en œuvre de nouvelles politiques sur l'égalité des genres.

STRUCTURES DE GOUVERNANCE DU FONDS MONDIAL

29. Toutes les structures de gouvernance du Fonds mondial accorderont une attention suffisante aux principes d'égalité des genres dans leurs activités. Le Conseil d'administration et ses comités techniques s'emploieront à équilibrer les genres pour toutes les nominations à des postes à responsabilités. L'équilibre des genres au niveau de la composition des membres est un véritable défi en raison du caractère représentatif du Conseil d'administration, qui devra, tout comme ses comités, s'assurer d'avoir accès, le cas échéant, à des compétences appropriées en matière de genre.

30. Le Conseil d'administration (notamment son Président et son Vice-président) aura un rôle de chef de file et de sensibilisation important à jouer en mettant en valeur les questions d'égalité des genres dans ses activités et en portant ces valeurs dans son fonctionnement. Les décisions du Conseil d'administration et l'accent mis par ce dernier sur les questions telles que l'égalité des genres peuvent avoir un effet stimulant au niveau national, assorti d'un impact considérable. C'est la raison pour laquelle tous les membres du Conseil d'administration doivent encourager l'égalité des genres. Le Conseil d'administration doit envisager d'intégrer un « Référent en matière de genre » en son sein. La conduite régulière, au Conseil d'administration, de sessions stratégiques consacrées aux questions d'égalité des genres dans le portefeuille permettra d'entretenir l'intérêt pour ces questions et d'en suivre les progrès.





QUATRIÈME PARTIE : MISE EN ŒUVRE ET ÉTAPES SUIVANTES

1. Le Fonds mondial a élaboré le plan de mise en œuvre de la Stratégie en matière d'égalité des genres et l'a présenté au comité concerné du Conseil d'administration au cours du deuxième trimestre de 2009. La mise en œuvre de la stratégie relèvera de la responsabilité de tous, tant au sein du Secrétariat que dans la structure de gouvernance, et non uniquement de celle du Conseiller pour les questions de genre.

2. Le Fonds mondial va mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie en matière d'égalité des genres. L'examen initial des séries 1 à 7 et l'analyse selon le genre de la série 8 serviront de fondement à la mesure des progrès accomplis. Ces examens tiendront compte du travail déjà accompli par les partenaires. Le Secrétariat mesurera lui-même certaines réalisations mais le Groupe technique de référence en évaluation sera également chargé de procéder à une évaluation complète de la Stratégie en matière d'égalité des genres sur les trois premières années de mise en œuvre. Le Fonds mondial va également encourager les évaluations de la stratégie de la part des partenaires de même que la mise en place ou le renforcement d'observateurs mondiaux qui pourront suivre en toute indépendance les progrès accomplis sur des questions essentielles.

3. Le plan de mise en œuvre de la Stratégie en matière d'égalité des genres a été publié dans le courant du quatrième trimestre de 2009 et peut être consulté sur le site du Fonds mondial.





Notes :

1. Le terme « égalité des genres » se rapporte au concept selon lequel tous les êtres humains, hommes et femmes, sont libres de développer leurs aptitudes personnelles et de faire des choix sans restriction due aux stéréotypes, à la rigidité du rôle des genres ou aux préjugés. L'expression « équité des genres » se rapporte à l'impartialité dans le traitement des femmes et des hommes, qui doit être adapté à leurs besoins respectifs. Pour des définitions plus complètes de ces deux termes, reportez-vous à l'annexe 1. C'est le terme « égalité » qui sera préféré dans la présente stratégie car il est facile à comprendre et à traduire. Le terme « équité » pourra néanmoins également être employé, le cas échéant.
2. Dans les débats du Conseil d'administration du Fonds mondial, le terme « minorités sexuelles » a été retenu pour décrire ces groupes. Le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a convenu d'employer les termes « hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, transsexuels, bisexuels et lesbiennes » pour décrire le même groupe, termes qui seront préférés dans le présent document.
3. Par souci de compréhension commune du sens des principaux termes employés, voici la définition des termes « sexe » et « genre » :
 - **Sexe** se rapporte aux caractéristiques biologiques des femmes et des hommes.
 - **Genre** fait référence aux rôles, aux rapports, aux traits de personnalité, aux comportements, aux attitudes, aux valeurs, à l'influence et au pouvoir relatifs que la société façonne et attribue aux hommes et aux femmes en fonction de leurs différences. Alors que le sexe biologique repose sur des caractéristiques génétiques et anatomiques, le genre est une identité qui s'acquiert à travers l'expérience, change d'une époque à l'autre et varie considérablement au sein des cultures, des religions, des milieux sociaux et des groupes ethniques et entre eux. Le genre se définit par les relations et ne se rapporte pas seulement aux femmes ou aux hommes mais aux rapports qu'ils entretiennent. Se reporter à l'annexe 1 pour d'autres définitions utiles.
4. Les autres grandes déclarations et principaux instruments sur les droits des femmes sont le *Rapport de la conférence internationale sur la population et le développement* (Le Caire, 1994), la *Déclaration et Programme d'action de Beijing*, 4^{ème} Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, 1995), et la *Déclaration du Millénaire des Nations Unies* (OMD n°3 : « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes »).
5. Seuls 12 pour cent des femmes enceintes reçues dans les services de consultation prénatale bénéficient d'ARV.
6. ONUSIDA, Politiques et pratiques, Sexospécificité (www.unaids.org/fr).
7. Plan mondial Halte à la tuberculose 2006-2015, publication du Partenariat Halte à la tuberculose (peut être consulté à l'adresse : <http://www.stoptb.org/globalplan/>).
8. Quelque 10 000 femmes enceintes meurent chaque année du paludisme à *falciparum* contracté pendant la grossesse.
9. Partenariat Faire reculer le paludisme, *Un guide des ressources en matière de paludisme selon une problématique homme-femme*.
10. Fonds mondial, *Document-cadre du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme*, Section IV, H, p. 4 (version anglaise). Le Document-cadre précise en outre que le Fonds mondial soutiendra les propositions « qui pourront viser à éliminer la stigmatisation et la discrimination contre ceux qui sont porteurs du VIH/sida ou touchés par lui, en particulier les femmes, les enfants et les groupes vulnérables ».
11. « Directives sur l'objectif, la structure, la composition et le financement des instances de coordination nationale et les critères d'éligibilité aux subventions » (disponible sur www.theglobalfund.org).
12. L'expertise sur les questions de genre se définit comme :
 - la connaissance des déterminants de la vulnérabilité des jeunes filles et des femmes aux trois maladies ;
 - la connaissance experte et l'expérience en matière de méthodologies d'évaluation des différences liées au sexe et aux risques dans la charge de morbidité et de leurs conséquences, ainsi qu'en matière d'accès aux programmes de prévention, de traitement, de soins et de soutien et de leur utilisation ; et
 - la maîtrise des politiques et des programmes de réduction de la vulnérabilité des filles et des femmes et de protection de leur santé.
13. La version actuelle des critères dispose que la stratégie nationale repose sur une solide analyse situationnelle des questions épidémiologiques, sociales, culturelles et de genre.
14. L'outil d'évaluation des questions de genre élaboré par l'OMS et utilisé pour le processus de « simulation du Comité technique d'examen des propositions » pourrait s'avérer utile pour le Comité lui-même.
15. Le cadre de performance comporte un résumé des principaux indicateurs et objectifs mesurant les réalisations et la couverture de façon régulière (tous les trimestres ou semestres selon la fréquence de l'établissement des rapports), ainsi que les résultats et l'impact à plus long terme (tous les ans, tous les deux ou tous les trois ans).
16. Le guide est un abrégé des indicateurs recommandés pour suivre et évaluer les trois maladies et le renforcement des systèmes de santé dans le cadre des programmes soutenus par le Fonds mondial.
17. Les tranches d'âges sont définies par les partenaires pour chaque composante de maladie et indicateur.
18. Par « gestion de l'image » du Fonds Mondial, on entend le processus d'identification et de différenciation du Fonds mondial comme entité particulière. Il positionne le Fonds mondial dans l'architecture globale de la santé et du développement et se veut une tentative de décrire « qui nous sommes ».
19. La série de séminaires actuelle portant sur la santé sexuelle et génésique et les déterminants sociaux de la santé sera complétée par une série de séminaires en présence de femmes des communautés locales invitées à partager leur expérience avec le personnel du Fonds mondial.
20. Rapports au 4 septembre 2008.

ANNEXE 1 : DÉFINITIONS UTILES¹

Sexe : Le terme « sexe » se rapporte aux caractéristiques biologiques qui définissent les êtres humains comme femmes ou hommes. Ces ensembles de caractères biologiques ne s'excluent pas forcément mutuellement puisque certains individus possèdent les caractères biologiques des deux sexes, mais ce sont en général ces caractères qui différencient les hommes et les femmes.

Sexualité : La sexualité est un aspect central, constitutif de la personne humaine tout au long de la vie, et inclut le sexe, les identités et les rôles de genre, l'orientation sexuelle, l'érotisme, le plaisir, l'intimité et la reproduction. La sexualité se vit et s'exprime dans les pensées, les fantasmes, les désirs, les croyances, les attitudes, les valeurs, les comportements, les pratiques, les rôles et les relations. Alors que la sexualité peut inclure toutes ces dimensions, toutes ne sont pas toujours vécues ou exprimées. La sexualité est influencée par l'interaction de facteurs biologiques, psychologiques, sociaux, économiques, politiques, culturels, moraux, légaux, historiques, religieux et spirituels².

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), transsexuels, bisexuels et lesbiennes sont des termes se rapportant aux personnes dont l'identité sexuelle n'est pas conforme aux normes de l'hétérosexualité ou de l'hétéronormativité. La plupart des sociétés renforcent la suprématie de l'identité et des comportements hétérosexuels et sanctionnent les identités sexuelles et les comportements ne s'inscrivant pas dans cette norme, ce qui peut aller jusqu'à une pénalisation, voire la peine de mort. Le terme « homophobie » désigne souvent l'ostracisme et la discrimination à l'encontre des personnes identifiées comme lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles ou transsexuelles et des autres minorités sexuelles. L'homophobie interdit aux personnes constituant ces groupes de révéler leur identité sexuelle si elles souhaitent conserver leur emploi, assurer leur lieu de vie et accéder à des soins. Du fait de la discrimination qui prévaut dans de nombreux pays contre les communautés HSH, transsexuelles, bisexuelles, homosexuelles et lesbiennes dans les structures de soins et du manque de reconnaissance des besoins en soins de santé et en particulier en santé sexuelle et génésique, y compris le VIH, celles-ci sont exposées à une mauvaise santé.

Genre : Le terme « genre » fait référence aux rôles, aux rapports, aux traits de personnalité, aux comportements, aux attitudes, aux valeurs, à l'influence et au pouvoir relatifs que la société façonne et attribue aux hommes et aux femmes en fonction de leurs différences. Alors que le sexe biologique repose sur des caractéristiques génétiques et anatomiques, le genre est une identité qui s'acquiert à travers l'expérience, change d'une époque à l'autre et varie considérablement au sein des cultures, des religions, des milieux sociaux et des groupes ethniques et entre eux. Le genre se définit par les relations et ne se rapporte pas seulement aux femmes ou aux hommes mais aux rapports qu'ils entretiennent. [1]

Égalité de genre : L'égalité de genre suppose la notion selon laquelle tous les êtres humains, qu'ils soient hommes ou femmes, sont en droit de développer leurs capacités personnelles et de faire des choix sans les contraintes que leur imposent les stéréotypes, les rôles rigides qui leur ont été assignés par la société ou les préjugés. L'égalité de genre signifie que les comportements, les aspirations et les besoins différents des femmes et des hommes sont pris en considération, valorisés et appuyés de la même manière. Cela ne veut pas dire que les hommes et les femmes doivent devenir identiques mais que leurs droits, leurs responsabilités et leurs possibilités ne dépendront pas du sexe qui est le leur à la naissance. [2]

Équité de genre : L'équité de genre signifie accorder un traitement équitable aux hommes et aux femmes, en accord avec leurs besoins respectifs. Cela peut vouloir dire qu'ils reçoivent le même traitement ou bien un traitement différent mais que ce dernier est considéré comme équivalent en termes de droits, d'avantages, d'obligations et de perspectives. Dans le contexte du développement, un objectif d'équité de genre exige souvent que des mesures spécifiques soient intégrées au projet afin de compenser les désavantages historiques et sociaux des femmes. [3]

Analyse selon le genre : L'analyse selon le genre est une manière d'examiner systématiquement les répercussions différentes du développement, des politiques, des programmes et des lois sur les hommes et les femmes, ce qui implique, essentiellement, de collecter des données ventilées par sexe et de disposer d'informations sur la population concernée qui tiennent compte des spécificités de chaque sexe. L'analyse selon le genre peut également inclure l'examen des manières différentes dont les hommes et les femmes, en leur qualité d'agents sociaux, mettent en œuvre des stratégies visant à transformer leurs rôles actuels, leurs relations réciproques et les processus existants dans leur propre intérêt et dans celui d'autres personnes. [4]

Intégration des questions de genre : L'intégration des questions de genre est le processus visant à évaluer les répercussions sur les femmes et sur les hommes de toute action planifiée, notamment en matière de législation, de politiques et de programmes, dans quelque secteur et à quelque niveau que ce soit. Il s'agit d'une stratégie visant à intégrer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines (politique, économique et social), afin de ne pas perpétuer les inégalités entre les hommes et les femmes. [5]

Neutre au regard du genre, sensible au genre, transformateur de genre : Le principal objectif que vise la prise en compte des genres est de concevoir et de mettre en œuvre des projets, des programmes et des politiques de développement qui :

1. ne renforcent pas les inégalités déjà existantes (neutres au regard du genre) ;
2. s'efforcent de combler les inégalités entre les hommes et les femmes (sensibles au genre) ;
3. s'efforcent de redéfinir les rôles attribués par la société aux hommes et aux femmes ainsi que les relations entre les hommes et les femmes (positifs au regard du genre/transformateurs de genre).

Le degré d'intégration d'une démarche qui tient compte de la question de genre dans un projet donné peut être envisagé comme une suite ininterrompue : [6]

¹ Définitions adaptées du *Glossaire de termes et concepts liés au genre*, Institut de recherche et de formation pour la promotion de la femme des Nations Unies (INSTRAW).

² Source : OMS, Santé et recherches génésiques <http://www3.alliance-hpsr.org/reproductive-health/gender/sexualhealth.html>.

Indicateurs de prise en considération des questions de genre : ils visent à mettre en lumière les changements constatés dans les rapports entre les genres au sein de la société au fil du temps. Ces indicateurs sont utiles dans la mesure où ils permettent de faire ressortir les changements apportés à la situation et au rôle des femmes et des hommes avec le temps et, par conséquent, d'évaluer si l'équité de genre est devenue une réalité. Les indicateurs de prise en considération des questions de genre dans la santé peuvent fournir des renseignements rigoureux à l'appui des politiques et des programmes susceptibles d'améliorer les résultats sanitaires et d'atténuer les inégalités injustes dans ce domaine qui découlent de la représentation sociale du genre. D'une façon générale, les indicateurs de prise en considération des questions de genre sont ventilés par genre (dans la mesure du possible), tiennent compte, du point de vue des genres, des différences en matière de comportement sexuel, et s'attachent aux facteurs de risque et de vulnérabilité des femmes et des hommes, notamment l'âge, la situation socioéconomique et les facteurs physiologiques, culturels et juridiques. Il est largement admis que la stratégie la mieux adaptée pour les indicateurs de prise en considération des questions de genre consiste à combiner des méthodes quantitatives et qualitatives pour mesurer les changements qu'a connus la société au fil du temps en matière de genre.

Programmes sensibles au genre : programmes, démarches ou activités qui reconnaissent les besoins et les limites de chaque personne en fonction du genre auquel elle appartient et de son orientation sexuelle, et y répondent. De telles activités améliorent nettement l'accès des femmes ou des hommes à la protection, au traitement ou aux soins, mais, en elles-mêmes, elles ne contribuent que très peu à l'évolution du contexte plus général qui est à la base des iniquités de genre. Ces façons d'envisager les programmes suffisent à modifier en profondeur l'équilibre des pouvoirs dans les rapports entre les genres ou à corriger les inégalités structurelles ou la discrimination.

Programmes transformateurs de genre : programmes, démarches ou activités qui s'efforcent de mettre en place des normes et des structures sociales équitables en complément d'un comportement équitable au regard du genre à l'échelle de l'individu. Les démarches transformatrices cherchent à faire évoluer les rôles attribués à chaque genre et à instaurer des rapports plus équitables au regard du genre. Il peut s'agir, par exemple d'initiatives qui encouragent un rôle constructif pour les hommes dans la santé sexuelle et génésique et facilitent un examen critique et un dialogue sur les questions de genre et la sexualité et leur incidence sur la santé et les relations entre individus.

Négatif au regard du genre	Neutre au regard du genre	Sensible au genre	Positif au regard du genre	Transformateur de genre
Les inégalités de genre sont renforcées afin d'obtenir les résultats désirés en matière de développement. Il est fait appel à des normes sexospécifiques, à des rôles pour chaque sexe et à des stéréotypes qui renforcent les inégalités entre les hommes et les femmes.	Ils ne considèrent pas que la dimension de genre soit pertinente pour obtenir les résultats désirés en matière de développement. Les normes sexospécifiques, les rôles attribués à chaque sexe et les stéréotypes restent inchangés (ils ne font l'objet ni d'une amélioration ni d'une détérioration).	La dimension de genre est un moyen pour atteindre les objectifs en matière de développement. Il faut aborder autant que possible les normes sexospécifiques, les rôles attribués par la société aux hommes et aux femmes et l'accès aux ressources pour atteindre les objectifs du projet.	La dimension de genre est cruciale pour obtenir des résultats positifs en matière de développement. Changer les normes sexospécifiques, les rôles attribués par la société aux hommes et aux femmes et l'accès aux ressources est un élément crucial pour atteindre les objectifs du projet.	La dimension de genre est fondamentale pour la promotion de l'égalité des genres et pour l'obtention de résultats positifs en matière de développement. Il s'agit de transformer des relations inégales entre les hommes et les femmes afin de promouvoir le partage du pouvoir, du contrôle des ressources, de la prise de décision et d'appuyer l'autonomisation des femmes.

[1] *Exploration des concepts liés à la santé et au sexe social*. Ottawa: Santé Canada, 2003
www.hc-sc.gc.ca/hl-vs/pubs/women-femmes/explor1-eng.php

[2] *ABC des droits des travailleuses et de l'égalité entre hommes et femmes*, OIT, 2008 (pour la version française).

[3] Ibid. et *Gender and Household Food Security*. Rome : Fonds international de développement agricole (FIDA), 2001. http://www.ifad.org/gender/glossary_f.htm

[4] Santé Canada, 2003, OIT 2000 et Principes directeurs pour la recherche sur le genre et la biodiversité. Ottawa : Centre international de recherche sur le développement, 1998. http://www.idrc.ca/8080/biodiversity/tools/gender1_e.cfm OIT

[5] *Agreed Conclusions on Gender Mainstreaming* (Conclusions concertées sur l'approche intégrée de genre). Genève : Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), 1997. <http://www.un.org/documents/ecosoc/docs/1997/e1997-66.htm>

[6] Adapté de Eckman, A., 2002.

ANNEXE 2 : PROPOSITIONS DE MESURES À PRENDRE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Exemples d'interventions que le Fonds mondial mettra en avant et financera :

- a. Tenir compte des différents besoins et de la vulnérabilité des femmes et des hommes, des jeunes filles et des garçons ainsi que des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuels, des bisexuels et des lesbiennes ;
- b. Répondre aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles ainsi que des hommes et des garçons en matière de santé et réduire les freins à un accès équitable à la prévention, aux traitements et aux soins (y compris en ce qui concerne le manque de services de santé spécialisés, ciblés et intégrés, les cotisations, les pratiques et attitudes discriminatoires de la part du personnel soignant, etc.) ;
- c. Prendre en considération les facteurs imposant une charge de soins et de soutien disproportionnée aux femmes et aux personnes âgées ainsi que la mise en place de programmes permettant d'alléger ce fardeau ;
- d. Réduire les risques et les facteurs favorisant la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles à l'infection par les trois maladies et soulager celles qui sont déjà infectées (réduire également la violence liée au genre, les mutilations génitales féminines, le mariage précoce ou forcé, les lacunes dans l'accès à l'éducation, le lévirat, l'accroissement du risque en cas de grossesse, la discrimination à l'emploi, etc.) ;
- e. S'intéresser aux femmes confrontées à des difficultés d'accès aux services de soin, très exposées aux risques d'infection au VIH ou particulièrement marginalisées comme les professionnelles du sexe, les personnes qui font usage de drogues par injection, les lesbiennes, les personnes bisexuelles ou transsexuelles, les partenaires d'hommes bisexuels ;
- f. Prévoir des programmes d'autonomisation des femmes et des jeunes filles pour qu'elles puissent se protéger en ayant accès à des soins de santé sexuelle et génésique, à des mesures de prévention contrôlée par les femmes (préservatif féminin, négociation sur l'utilisation du préservatif, etc.) et à l'éducation. Dans ce cadre, le Fonds mondial encouragera les activités renforçant les services intégrés de santé sexuelle et génésique et de VIH/sida ;
- g. Cibler les problèmes structurels aggravant la vulnérabilité des femmes, des jeunes filles, des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuels, des bisexuels et des lesbiennes, de même que les inégalités et discriminations socioculturelles, juridiques, politiques et économiques ;
- h. Veiller à ce que les hommes et les garçons soient ciblés par des interventions appropriées en matière de prévention, de traitement et de soins ;
- i. Avoir recours à des démarches transformatrices qui fassent participer les hommes et les garçons à la lutte contre les inégalités de genre et/ou les amènent à s'engager en ce sens.

ANNEXE 3 : PERSPECTIVES D'ENGAGEMENT DE LA PART DES PARTENAIRES

1. Renforcement des capacités, notamment pour le financement à deux voies et le renforcement des systèmes de santé, en prévision des stratégies nationales

- a. Préparer les organisations et réseaux de femmes ou tout autre groupe concerné à devenir sous-réципиendaire ou réципиendaire principal ;
- b. Appuyer les services gouvernementaux chargés des questions de genre et des affaires sociales, les services de santé sexuelle et génésique au sein du Ministère de la santé afin de collaborer davantage avec les autres représentants du Ministère à l'élaboration des stratégies nationales ;
- c. Encourager les administrations nationales à faire participer la société civile à l'élaboration des stratégies et des systèmes nationaux nécessaires et soutenir les organisations de la société civile pour qu'elles renforcent leur capacité de planification et de gestion financière et s'engagent dans de vastes processus de planification stratégique, y compris au niveau national.

2. Assistance technique

- a. Tant pour l'élaboration des propositions (avec l'identification des interventions appropriées) que pour leur mise en œuvre, particulièrement en matière de gestion financière et administrative, de suivi et d'évaluation et d'achats qui présentent souvent des lacunes ;
- b. Les institutions du système des Nations Unies, les donateurs bilatéraux, le secteur privé, les fondations privées et la société civile, notamment les ONG, doivent veiller à l'harmonisation des efforts d'assistance technique entre différents prestataires pour permettre une démarche plus cohérente et complète au niveau national.

3. Orientations normatives et capitalisation sur ce qui fonctionne

- a. Les institutions du système des Nations Unies jouent un rôle fondamental dans l'élaboration et la diffusion des pratiques optimales et de recommandations claires et faciles à mettre en œuvre dans les pays ainsi que dans la communication de tout fait nouveau au Comité technique d'examen des propositions. Ces documents d'orientation doivent également être adaptés à une utilisation par le Fonds mondial afin qu'il puisse déterminer sa propre conformité avec ses principes en matière de droits de l'homme et ses objectifs et stratégies transformateurs de genre.
- b. De nombreuses autres parties prenantes, dont la société civile, ont contribué à élaborer des recommandations visant à permettre une programmation appropriée, par exemple sur le lien et l'intégration des services de la santé sexuelle et génésique avec les services de lutte contre le VIH/sida.

4. Soutenir le travail de sensibilisation pour garantir que les démarches en faveur de l'égalité des genres sont examinées dans l'élaboration, la gouvernance et la mise en œuvre des programmes

- a. Les problèmes d'inégalité d'accès aux services (notamment la stigmatisation et la discrimination par les prestataires de soins à l'encontre des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuels, des bisexuels et des lesbiennes, de même que les droits en matière de santé sexuelle et génésique des personnes vivant avec le VIH) doivent être rendus publics ;
- b. Des organisations nationales avec rôle d'observateur peuvent attester de l'impact de la sensibilisation ;
- c. Les partenaires nationaux peuvent également influencer les membres et le fonctionnement des instances de coordination nationale pour garantir que les délibérations en leur sein sont pleinement participatives et que les représentants sélectionnés en raison de leur genre et/ou de leur expertise sur les questions liées aux hommes ayant des rapports avec des hommes, aux transsexuels, aux bisexuels et aux lesbiennes ne sont pas victimes de discrimination de la part des autres membres de l'Instance de coordination nationale ;
- d. Les partenaires peuvent également contribuer au transport, à la traduction, au renforcement des capacités et à la formation pour améliorer la représentation des groupes et réseaux de femmes et faciliter leur communication avec leurs groupes constitutifs et la consultation de ces derniers.

5. Cofinancer la capacité de mise en œuvre qui permettrait d'élargir la base des activités orientées sur les interventions ciblant les femmes et les jeunes filles ou prenant en considération les inégalités de genre ou investir de toute autre manière à cet effet

- a. La coordination est fondamentale pour étendre la portée de la programmation transformatrice de genre, notamment au travers des examens conjoints organisés par les différents donateurs sans que cela accroisse le fardeau administratif qui pèse sur les réципиendaire des subventions.

6. Apporter des éléments probants et tangibles, basés sur des recherches théoriques et opérationnelles de ce qui fonctionne

- a. Fournir des conseils et une assistance aux parties prenantes nationales afin de capitaliser sur leur expérience et leur permettre d'utiliser une méthodologie plus rigoureuse.
- b. Construire des modèles novateurs de programmation susceptibles d'être élargis et reproduits.

7. Concevoir de nouvelles technologies et les mettre à disposition à grande échelle en accordant un intérêt particulier aux femmes et aux jeunes filles.

- a. Il faut trouver des moyens de mettre en œuvre à grande échelle des programmes efficaces de technologies innovantes ou encore sous-financées (par exemple, les préservatifs féminins et la circoncision masculine dans les cas où ces mesures sont jugées efficaces), dans le respect des droits de l'homme et de l'attention aux impacts différenciés.

LISTE D'ABRÉVIATIONS

ARV	Antirétroviral
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
PTME	Prévention de la transmission de la mère à l'enfant
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
WHO	Organisation mondiale de la Santé



